

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

parti socialiste

une espérance détournée

**les nouveaux
féodaux**

p. 3

**choses vues
à rueil**

p. 5

P.S.

l'espérance trahie

● Depuis le congrès d'Épinay de 1971, la social-démocratie est devenue une « social-technocratie ». Sans cesser pour autant d'être une « social-médiocratie » conduite par des cyniques.

Épinay : 1971. M. Mitterrand n'obtenait qu'un peu plus de 15 % des voix au congrès constitutif du P.S. Seule l'alliance avec les notables de droite du parti (Mauroy, Defferre) et les « gauchistes » du C.E.R.E.S. lui permettait de battre la coalition Poperen, Savary, Guy Mollet.

Pau : 1975. François Mitterrand a absorbé les tendances Mauroy, Savary et Poperen. Guy Mollet est passé à la trappe. Et l'ancien candidat à la présidence de la République, tout puissant au sein du parti, s'est empressé de faire exclure du secrétariat les Chevènement, Sarre et autres Motchane, jeunes loup du C.E.R.E.S. trop remuants et ambitieux à son goût.

Le congrès de Pau marque le zénith de François Mitterrand et d'un P.S. crédité de 34 % des voix au dernier sondage (1).

SANG NEUF...

Mais peut-être aussi est-il l'amorce patente de la trahison d'une grande espérance : celle de millions d'électeurs de gauche qui ont vu la possibilité de « changer la vie » grâce au P.S.

En trois ans et demi d'existence, en effet, le parti de Mitterrand avait mobilisé des énergies nouvelles dont le dynamisme et la fraîcheur contrastaient agréablement avec la décadence faisandée des cadres de l'ancienne S.F.I.O.

En 1971, la vieille maison n'était plus habitée que par des notables politiques dont le langage révolutionnaire s'accommodait fort bien d'alliances tous azimuts notamment au niveau municipal. Ces potentats locaux souvent tyranniques tels un Lebon à Charleville, un Guy Mollet à Arras, un Provo à Roubaix ou un Bazerque à Toulouse, n'étaient pas toujours en outre d'une honnêteté à toute épreuve. Ce n'est pas M. Dardel, ancien maire de Puteaux et « parrain » de la Défense, qui nous démentira !

Le coup de génie de Mitterrand fut de réaliser une greffe nouvelle sur ce vieux corps purulent et décadent. Il eut recours pour cela au personnel des « clubs » nés dans les années soixante, de Jean-Moulin au C.E.R.E.S. en passant par les groupes réunis en 1965 dans la convention des Institutions Républicaines.

Ces groupes, ces clubs réunissaient d'abord des « compétences » : jeunes énarques et hauts fonctionnaires, jeunes cadres et syndicalistes lassés du conformisme bureaucratique des grands appareils. Ces hommes constataient l'inadéquation de la social-démocratie et du communisme à résoudre les problèmes contemporains et s'efforçaient d'inventer de nouvelles solutions en partant de rien (« Gauche année zéro » a pu écrire Marc Paillet en 1964).

Mais le nouveau P.S. a recruté aussi — et surtout quantitativement — dans les milieux catholiques de gauche. De Vie Nouvelle à « l'Action Catholique Ouvrière » en passant par « Chrétiens dans le monde rural », ces mouve-

ments ont vu dans la rénovation du P.S. un moyen de vivre la charité et la justice évangélique.

Ainsi s'expliquent les progrès spectaculaires réalisés par le P.S. dans l'Est et l'Ouest.

Bref, le P.S. faisait figure de « P.S.U. qui aurait réussi ». Ce dernier parti d'ailleurs, l'enrichissait par scissiparités successives dont la dernière fut celle de Rocard. Réformes de structures et dynamisme de l'espérance semblaient se conjuguer pour faire échapper la France aux périls de la société industrielle. Et la fête de la campagne électorale présidentielle qui mettait Mitterrand à moins de cinq cent mille voix de l'Élysée paraissait riche de lendemains prometteurs.

... OU PEINTURE FRAICHE ?

Hélas ! Une série de signes montrent que, comme nous l'avions toujours écrit, le renouveau se réduisait à une épaisse couche de peinture rose vif.

Ce fut d'abord le colloque des Assises du socialisme. Celui-ci révéla que la social-démocratie, même avec un Chevènement et un Rocard dans leur moteur, ne cessait pas d'être une social-médiocratie. Ni sur l'urbanisme, ni sur l'enseignement ni sur l'autogestion ne s'est ébauchée une réflexion qui rompe avec les catalogues d'intentions pieuses, ou la recette de cuisine ingénieuse. Toute analyse rompant trop ouvertement avec le conformisme ambiant a été impitoyablement écartée.

C'est ainsi qu'illicite coupable de déranger par trop les habitudes de pensée (?) de la caste des enseignants-robots fut impitoyablement cloué au pilori. Il est vrai que des équipes de spécialistes et de technocrates sont capables d'accumuler des données mais non de concevoir un projet. Il y faut pour cela un minimum d'intuition.

LE TEMPS DU MEPRIS

Un chef d'Etat animé du souci de la communauté, souci provoqué par coïncidence de sa destinée personnelle et familiale avec celle de tout un peuple, peut avoir cette intuition et la communiquer aux équipes gouvernementales. Mais un cynique comme Mitterrand, préoccupé de conquérir l'Etat et de gouverner surtout pour goûter à l'ivresse du pouvoir, ne peut traiter la politique que comme une série de problèmes à résoudre ou à esquiver par une série de pures techniques. Dès lors on en arrive au temps du mépris.

Jules Guesde, au moment du combisme, avait dénoncé à juste titre le caractère odieux d'une république bourgeoise qui donnait au peuple du curé à « manger » afin de le détourner de la question sociale. Mais en 1974, aucun chef socialiste ne s'est dressé contre Giscard

lorsque celui-ci décida de donner le permis de tuer les fœtus faute de leur donner les moyens d'élever décemment une famille.

Ce mépris va, n'en doutons pas, se manifester de façon plus cynique encore. François Mitterrand a mobilisé sur son nom et en faveur de l'Union de la gauche, treize millions d'électeurs le 19 mai. Moins de six mois plus tard, P.C. et P.S. entament d'un commun accord sa liquidation : le P.C. parce qu'il préfère être le premier dans l'opposition que le second au pouvoir ; Mitterrand, car il se méfie — à bon droit — de l'emprise envahissante de l'appareil du P.C. Mais aussi parce qu'il se sent vieillir et veut à nouveau goûter des palais ministériels. Cela explique pourquoi il aurait tant voulu rencontrer Giscard en octobre dernier. Cela explique aussi pourquoi les « idéocrates » sourcilieux du C.E.R.E.S. ont été écartés du secrétariat à Pau.

Oh ! Bien sûr cette évolution va se faire en douceur. Pour l'instant on en est encore à menacer d'exclusion les élus socialistes qui continuent à participer aux coalitions municipales centristes. Mitterrand, en vieux routier, compte bien que le P.C. prendra la responsabilité de la rupture. Il est même prêt à laisser les éléments « durs » du P.S. le rejoindre dans l'opposition. L'essentiel est qu'il décroche Matignon.

Somme toute le « changer la vie » du programme socialiste risque fort de se réduire à un « changer d'énarques ».

Arnaud FABRE

(1) Qui — il est vrai — semble absorber d'autorité dans le P.S. les 3 % obtenus par l'extrême-gauche et le P.S.U. en 1973.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

éditorial

les nouveaux féodaux

Faut-il, pour sacrifier aux rites consacrés, analyser en détail le remaniement ministériel de mercredi dernier ? Ne prenons pas cette peine : il ne s'agit que de l'écume des choses, de la liquidation attendue depuis longtemps des plus médiocres et des plus gaffeurs. Quant à ceux qui arrivent, ils ne sont là, d'Achille Fould à Bigeard, que pour gérer et calmer les esprits.

Le congrès des « Républicains indépendants » est plus intéressant. D'abord par sa fidélité aux méthodes du régime. Au sein même de la famille, on n'hésite pas non plus à liquider les incapables, comme Jean Brocard congédié de la présidence du groupe parlementaire ou Roger Chinaud rétrogradé pour manque de dynamisme. Ensuite par l'harmonie profonde qui existe entre les « Républicains indépendants » et le nouveau système politique.

Celui-ci tend en effet à faire de chaque ministre important une sorte de grand féodal, disposant de troupes soldées et d'une nombreuse clientèle. On se souvient de la conquête spectaculaire

de l'U.D.R. par le Premier ministre devenu, sans doute pour longtemps, son secrétaire général. Cette semaine, c'est le Ministre d'Etat-Ministre de l'Intérieur qui se fait porter à la présidence du mouvement giscardien. Et, pour couronner le tout, le Président de la République est défini, par son ami Ponia-towski, comme le « seul vrai chef de la majorité ». Ce qui confirme, d'un mot, tout ce que nous ne cessons de dire sur ce régime : il n'est rien d'autre que celui des castes, des clans, d'un camp « majoritaire » de quelques voix.

Tel est l'essentiel. Le reste, dont on commence à discuter, ne concerne en rien la nature du régime mais simplement son évolution. Il est possible que M. Chirac soit saisi d'une fièvre présidentielle. Il est certain que M. Ponia-towski voudrait étoffer son mouvement où l'on compte déjà, outre les inévitables « copains », quelques coquins de haut vol maintenant installés aux meilleures places. Plus le temps passe, plus il sera difficile d'en libérer l'Etat.

Bertrand RENOUVIN

région et université

• Soisson ou l'intermède granguignollesque.

Beau vaudeville que cette « affaire Soisson » et son projet de création de sept grandes régions universitaires. Le petite-région trompée par son vieux partenaire l'Etat avec une intruse, la grande-région. Histoire classique à trois, cortège de rebondissements, tempêtes d'indignation, pantalonades et vertueuses déclarations d'intention. Tout le monde s'amuse bien. Mais le dénouement sera très moral : les choses rentreront dans l'ordre. Rideau !

Edgar Faure, dans sa loi d'orientation universitaire de 1968, avait établi qu'une coopération interrégionale universitaire devait être menée par des conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche (CRESER). Les premiers décrets d'application, parus en avril 1972 mais jamais appliqués, définissaient la composition et les pouvoirs de ces CRESER : assemblées présidées par le ministre de l'E.N. et composées d'universitaires et de représentants socio-économiques. Leur mission, établir un choix et une répartition dans le domaine des investissements lourds. Cette idée intéressante permettrait d'éviter une incohérence dans les implantations géographiques des enseignements. Mais ces conseils ne devaient jamais fonctionner, se heurtant à des susceptibilités régionales aussi tranchées que récentes. Jalou-

ses de leurs (maigres) prérogatives les nouvelles assemblées régionales voyaient d'un mauvais œil ces projets de planification interrégionale.

CLOCHEMERLE

Et voilà que le ministre de l'Education nationale, M. Soisson, remettait l'affaire sur le tapis, annonçant un projet, qui sera discuté ce mois-ci en conseil des ministres et débattu à l'Assemblée nationale au printemps. Mais rien de bien révolutionnaire dans ce nouveau projet qui se borne à reprendre les tentatives précédentes. Et pourtant, quel tollé un peu partout en France : « l'Etat veut détruire les personnalités régionales, les diluer dans de grands ensembles technocratiques et inhumains ». Belle révolte faisant se rassembler dans une unanimité toute fraîche, et par-delà les querelles partisans et les divergences d'intérêts, les élus régionaux et locaux, les responsables économiques et les universitaires, les journaux et les populations. Mais pourquoi une indignation si tardive ?

Il faut dire que le projet Soisson désignait les « capitales » des sept grandes régions universitaires. Voilà le détonateur. Passe encore qu'une coopération interrégionale se fasse, mais point de « capitale », et surtout pas dans la région voisine, autrement dit l'ennemie héréditaire. Mieux vaut encore Paris. Prenons le cas de la grande région Est dont la capitale serait Nancy. Pour le député de cette ville, J.J.S.S., c'est là un choix logique consacrant le rôle de « Nancy, capitale de l'esprit ». En Alsace, les élus régionaux, apprenant la nouvelle, ont frôlé l'infarctus mais ils ont vite réagi : « Strasbourg capitale (avec sa vieille université humaniste et le siège du Parlement européen), ou rien ». Le président du conseil régional de Bourgogne, M. Chamant, proclame quant à lui : s'il y a une capitale de l'Est, ce sera Dijon. Plus disposé à tergiverser qu'à gouverner, M. Chirac a annulé le 25 janvier le projet Soisson dans sa forme première : il n'y aura pas de capitales fixes, elles seront sans doute tournantes. L'allégresse a regagné les chau-

mières de nos provinces. « Le régionalisme a triomphé »...

LES POUVOIRS LIBERATEURS

Dans le grand débat actuel sur le pouvoir régional, l'intermède Soisson ne serait que grand-guignolesque s'il ne mettait à jour les tares profondes bloquant toute volonté de révolution régionaliste. La responsabilité en revient en grande partie aux élus régionaux, mal à l'aise entre leur volonté d'action et la peur de se perdre dans les marécages technocratiques des services de l'Etat. La région devient ainsi pour eux une fin en soi, un microsystème à entretenir. D'où des attitudes très paradoxales masquées derrière un souci de préserver l'identité régionale. C'est le cas de l'Alsace qui argue de sa place de « carrefour européen » pour refuser de se joindre à une vaste entité universitaire de l'Est, mais qui proteste avec la même vigueur contre les effets d'une intégration européenne (implantations industrielles). Ce manque total d'imagination et de sens des responsabilités laisse l'initiative aux planificateurs de Paris ou d'ailleurs. La réforme régionale de Pompidou a reproduit les vices de l'organisation départementale : assemblées de notables et toute-puissance des services étatiques. La région étant chargée de résoudre les questions que le département, de par sa petite taille, ne peut dominer.

La révolution régionaliste sera surtout une question de pouvoirs à redistribuer. Quand l'Etat ne décidera plus seul de la localisation des entreprises ou des services publics qu'il compte décentraliser, quand les problèmes qui se posent aux divers groupes économiques et sociaux ne seront plus traités au sein d'assemblées qui ne représentent pas les intérêts concernés, quand de nouvelles formes de représentation empêcheront un féodalisme politique sclérosé de truster les assemblées délibérantes, quand... Le problème régional va plus loin que la défense d'une vague identité culturelle, c'est la redéfinition du lieu privilégié où doit se retrouver notre citoyenneté.

Bernard ROEMER

- tribune libre - tribune libre - tribune libre - tribune libre

● Quelques jours après les « Journées royalistes », nous avons reçu un article d'un participant, Jean-Maurice Duval, vice-président des Jeunes Radicaux de Gauche.

Cet article, que nous passons en tribune libre, nous pose une grave question : peut-on refuser de choisir entre la France du peuple que prétend incarner Mitterrand et la France giscardienne du Fric ?

Mais le problème se pose-t-il exactement en ces termes ? C'est à quoi nous répondrons la semaine prochaine.

deux questions

J'avais bien un peu aperçu Bertrand Renouvin lorsqu'il était candidat royaliste à la présidence de la République. Mais son discours très théorique, récité sur un mono-ton, m'avait vite incité à aller voir ailleurs s'il y était.

Pourtant, je décidai d'aller à l'une des Journées Royalistes de Rueil, histoire d'y sentir l'ambiance et d'apprendre de quelles chairs et de quels os ce royalisme-là était fait.

UNE SURPRISE AGREABLE

J'étais prêt à tout voir : des visages tourmentés aux airs de conspirateurs ; des êtres inquiets, portant le poids du monde sur des épaules déjà voûtées ; des cols blancs endimanchés se payant un peu de marginalisme pour pas cher ; des étudiants en droit s'encaillant avec des chapeaux chouxans ; de vieux murrassiens poussant le mimétisme jusqu'à ne rien entendre et s'appuyer sur des cannes, usées à force d'avoir rebondi sur des dos républicains.

La veille, j'avais relu le titre de cette affiche royaliste de 1908 : « La République, c'est le mal » et je me demandais, pas tout à fait rassuré, si ce manichéisme était toujours de mise. Après tout, l'histoire des sectes démontre qu'elles répondent souvent à leur incapacité politique par une dureté idéologique.

Mais alors, c'est là que la bonne surprise est intervenue, d'abord sous l'aspect d'un accueil loyal, sans contorsions cérémonieuses : au es là, on ne t'attendait pas, la porte de notre maison t'est ouverte.

Et puis sous celui de visages jeunes, sains, mobiles, apparemment ne jouant pas trop le rôle de la sur-virilité, encadrés de cheveux longs ou surmontés de quelques épis insolents à force d'être rares. Ça n'a l'air de rien, cette histoire de cheveux, mais la coexistence des diverses longueurs, c'est une façon de balancer aux oubliettes les attitudes de rejet de l'autre sous prétexte qu'il n'est pas identique. Et la figure burinée de M. Lemaignan est suffisamment animée par le pétitement du regard pour qu'on soit obligé de reconnaître que le royalisme, ça conserve.

Bref, c'est cette cordialité de l'accueil qui m'amène à être franc et à vous poser deux questions :

DES OPPOSANTS ETERNELS

Avant de le faire toutefois, mettons-nous d'accord : évitons de théoriser sur l'antinomie monarchie/république, car cela ressemblerait

trop furieusement à un débat d'arrière-garde, encore qu'une armée coure autant de risques quand c'est son arrière-garde, plutôt que l'avant, qui est défaite.

Par contre, si je pose ces deux questions, c'est que votre envie de servir était manifeste. Mais servir quoi ? Sans mauvais jeu de mots, sans vouloir vous provoquer : servir la « Rem Publicam », et la France.

Alors, voici : vous avez des idées, ce n'est pas si fréquent, vous avez de la volonté, ça se perd. Pourquoi vous interdisez-vous, par le seul fait que vous vous proclamez royalistes, d'exercer un jour proche le moindre pouvoir ? Pourquoi privez-vous la France du secours de vos talents, sachant que nul n'acceptera de sacrifier à votre rhétorique royaliste ? N'en aurez-vous jamais assez d'avancer à pas de lilliputiens pour parfois reculer à pas de géants, en un mot, n'avez-vous pas l'impression de gaspiller vos énergies ?

Ou alors, c'est que vous êtes à l'aise dans votre impuissance, dans le rôle de l'opposant éternel, mi-prophète, mi-martyr et que vous dressez une muraille entre la réalité et vous afin de poursuivre votre ronronnement sécurisant : auquel cas, faites comme si je n'avais rien dit.

Ou encore, c'est que vous croyez vraiment, sincèrement, intimement, que le retour du roi est pour bientôt : auquel cas, là aussi, excusez-moi et je vous laisse à vos rêves fous.

ET L'UNION DE LA GAUCHE ?

Et ma deuxième question est celle-ci, et n'a raison d'être que si vous avez répondu à la première par une volonté d'efficacité : Comment pouvez-vous concevoir de rester en dehors du jeu politique, que vous appelez, vous, politicien ? Présenter M. Renouvin au premier tour, c'est bien ; mais se taire au second, c'est inconséquent, car cela veut dire que MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand se valent. C'est aussi contradictoire avec la conclusion de votre éditorial du 15 janvier 1975 : « Le retour au protectorat américain est dans la nature du système giscardien. Tel est le péril qu'il faut conjurer, par-delà les querelles de clans et de partis ».

Mais ce péril, la seule façon sérieusement envisageable de le conjurer, c'est de porter l'Union de la Gauche au pouvoir. Car Mitterrand, c'est une tout autre notion de l'indépendance nationale de par le simple fait qu'il est essen-

tiellement soutenu par une grande masse de travailleurs, et que le vrai cosmopolitisme, c'est celui des banques, du capitalisme, des sociétés multinationales. L'internationalisme ouvrier à côté, c'est de la rouspée de sansonnet.

Soyons nets. Ce n'est pas une demande pour que vous soyez la quatrième composante de l'Union de la Gauche ou que vous signiez le Programme commun.

Vous pouvez rester royaliste si cela vous chante, vous le devez si c'est ce mythe, très sorélien mais un peu trop à rebours, qui vous donne votre allant ; mais vous ne pouvez pas, pour conserver vos pureté et virginité, ne pas prendre position dans un débat bipolaire, posé aussi clairement, parce que ce débat, selon la réponse qu'il recevra, va conditionner l'avenir de la France et que c'est cela, au fond, qui semble vous importer.

Ah, oui, je sais, la gauche, pour vous, ce n'est pas salivant. Elle représente trop de choses que vous n'aimez pas. Mais ces choses, faites-les bouger ! Pour cela, il faut que vous soyez officiellement au sein de la gauche, que vos contradictions soient, comme dit le président Mao, « au sein du peuple » : non pas que je veuille réduire le peuple à la simple gauche mais parce que c'est en son sein que se trouve la conscience populaire de la nécessité de changer la société.

Et si vos tripes hésitent encore, soyez maurrassiens, et faites appel à la raison d'Etat.

M. Giscard d'Estaing, le soir même de son élection, s'est adressé à la presse internationale en anglais : je serais tenté de dire en américain. Ce n'est pas M. Mitterrand qui l'aurait fait. Anecdote sans importance ? Non ! Lourde de sens au contraire.

Le danger pour la France est aujourd'hui représenté par M. Giscard d'Estaing et ses hauts soutiens financiers. La seule façon de l'écarter passe par la victoire de l'Union de la Gauche et de son programme. Si vous reconnaissez le fait, pourquoi ne vous engagez-vous pas, à votre manière, « au-delà des querelles de clans », mais de façon perceptible et concrète, aux côtés de ceux qui luttent pour une autre société plus libre, plus égale, plus fraternelle ?

Jean-Maurice DUVAL
Vice-président du Mouvement
des jeunes radicaux
de gauche

Nota : les sous-titres sont de la rédaction de la N.A.F.

choses vues à rueil

● Deux jours au service exclusif du royalisme.

Rueil, samedi 25 janvier, 10 heures du matin. Air vif, presque froid. De la gare du R.E.R. aux salles de l'E.L.A.M. — où commencent aujourd'hui les « Journées royalistes » — le trajet me paraît interminable. Un peu de « trac » bien sûr ! Après plusieurs semaines de préparation sérieuse, comment cela va se passer ? Qui va venir ?

ACCUEILLIR L'AUTRE

Discrètement filtré par un service d'ordre militant levé de bonne heure qui me demande mon « laissez-passer » — la fameuse vignette rouge de soutien — je me mêle à la foule bourdonnante du hall. Têtes connues, de Paris, de province. Sourires manifestant la joie de se revoir. Quelques curieux aussi, qui attendent sagement la suite des événements en détaillant le contenu d'une élégante chemise de couleur gris pâle remise à chaque participant pour l'aider à s'y retrouver pendant ces deux jours.

Beaucoup de militants présents à la « séance inaugurale » du matin. Climat un peu solennel ? Pas du tout. Une grande simplicité qu'on retrouvera jusqu'au lendemain soir. Le décor est d'ailleurs complice. Ici, pas de lambris dorés mais une confortable salle de cinéma aux tons chauds. Ambiance un peu feutrée, mais assistance vite réveillée par un Bertrand Renouvin très à l'aise malgré son costume strict. Ah oui, c'est vrai ! Le giscardisme, les difficultés de la gauche, le projet de civilisation, la révolution royaliste... On est là pour discuter. Grâce au forums mis en place et présentés successivement par leurs animateurs. Philippe Vimeux, très en forme, sur son thème favori : militer nous concerne personnellement, et pas seulement notre voisin, dans la mesure où notre témoignage vivant donne déjà l'image de la monarchie à venir.

Maintenant le cadre est tracé. Réussir les journées, c'est d'abord « accueillir » ceux qui viendront se joindre à notre réflexion. Ne penser qu'à ça !

Les militants s'égaillent spontanément dans le labyrinthe de l'E.L.A.M. D'abord au « foyer », qui possède cet avantage immense d'associer un opulent comptoir de librairie à une véri-

table usine pour sandwiches, mêlant avec bonheur les nourritures terrestres à celles de l'esprit. Dans les nombreux couloirs, niveaux, amphis, salles de commission de cet E.L.A.M. ultra-moderne, que de groupes de discussions passionnés. Et nous n'en sommes qu'au premier temps de « libre rencontre ». Ça promet !

Beaucoup d'entrées en ce début d'après-midi. Choisir son « forum »... Pas si facile, puisque certains ont lieu simultanément. On hésite. Infatigablement, les militants renseignent, conseillent, guident vers les salles où s'enfourment sans trop savoir sympathisants et curieux. Là aussi, espaces confortables, pratiques, facilitant les débats. C'est toujours le premier pas qui coûte... Chacun connaît un peu le thème du forum grâce à la lecture rapide d'un petit questionnaire. Quelqu'un se jette à l'eau. C'est parti !

Surprise ! Tout le monde accepte la règle du jeu. Chacun peut s'exprimer en toute liberté. Personne n'en abuse. Un auditoire attentif, à peine distrait par une équipe de « caméramen » d'Antenne 2 qui se fraie péniblement un chemin, pour trouver le meilleur angle de prise de vue. Deuxième série de « forums ». Chassé-croisé un peu précipité pour découvrir celui de son choix. La formule se rode un peu. Elle s'affirmera encore le lendemain.

Et les « débats » entre personnalités ? Là aussi, la salle participe. Nos invités sont libres de leurs propos. L'amphithéâtre peut poser n'importe quelle question. C'est ce qu'on appelle un climat de liberté. N'empêche que la salle se « crispe » de temps en temps. Il n'est pas toujours facile d'entendre des démonstrations un peu curieuses — au milieu de leçons de grande politique — sans avoir envie de réagir vigoureusement. Excellent entraînement à la courtoisie militante. Après tant de discussions, il faudrait peut-être penser à autre chose. La détente s'impose.

Je m'étais fait une autre idée de la fête « nocturne ». Au moins dans les premiers temps de cette soirée. Un peu « guindée » peut-être. Sûrement à cause de la disposition des lieux. Mais tout va changer bientôt. Le « spectacle » fait place à la « fête » grâce à la variété des musiciens et au dynamisme d'un auditoire qui se débarrasse progressivement de sa lassitude. A la fin, chacun se sent mieux intégré.

Tiens, un tel ! On ne l'avait pas vu depuis deux ans. Il est vrai que depuis son mariage

et son entrée dans la vie professionnelle, il n'avait pu faire autrement que de « décrocher ». Voilà le contact renoué.

DES GENERATIONS PORTEUSES D'AVENIR

Le journal télévisé d'Antenne 2, le dimanche soir, soulignait avec justesse l'âge moyen des participants aux journées royalistes. Entre vingt et trente ans. Ni trop jeunes, ni installés confortablement dans l'existence. Avec les autres générations présentes, ni égoïstes, ni utopistes. Simplement soucieux de leur avenir et de celui de leur communauté.

Qu'on ne s'y trompe pas. Le slogan 4 R (Rueil - Renouvin - Révolution Royaliste) n'est pas une aimable coquetterie publicitaire, mais une réalité déjà en partie incarnée par des générations qui souffrent de l'intolérable provoqué par la société industrielle.

Cela, je l'ai senti, probablement comme jamais je ne l'avais senti. Il faut voir la facilité avec laquelle nos thèmes ont été perçus. Au carrefour de chaque forum, une même accusation : la société industrielle. Non pas les acquis de la consommation mais l'extraordinaire défaillance de l'instance politique et l'aplatissement des « clercs » devant la loi du profit et les exigences des « marchands ».

Cette société-là, nous n'en voulons plus ! Une colère terrible, qui ne demande qu'à être éclairée, monte chez les générations d'après-guerre qui n'ont cessé d'être flouées : dans leur emploi, leur cadre de vie, leur richesse intérieure et leur aspiration au bonheur. Qu'on y prenne bien garde ! Ceux qui participaient aux journées royalistes n'étaient ni les « nantis » ni les apprentis sorciers d'une subversion mal digérée, mais la représentation d'un peuple authentique grâce à des militants capables d'imaginer — dans le témoignage de leur vie quotidienne comme dans les services rendus à la N.A.F. — une révolution royaliste qui évite à la France de perdre son originalité, son esprit d'amitié, sa couleur, son âme.

Au service exclusif du royalisme pendant ces deux journées, tous ceux qui ont contribué à leur succès peuvent être fiers d'avoir fait œuvre utile.

Le dimanche soir après le meeting. Epuisés, mais heureux.

Michel GIRAUD

promotion de la naf - hebdo

Après le succès des journées de Rueil et leur retentissement dans la presse et à la télévision, le moment nous paraît particulièrement opportun pour augmenter de façon sensible l'audience de la N.A.F.-hebdo.

Les contraintes financières nous interdisent cependant de diffuser le journal dans les kiosques de même que nous ne pouvons engager les campagnes d'abonnement de propagande qui seraient nécessaires pour faire connaître la N.A.F.-hebdo à un plus vaste public. Nous ne pouvons donc compter que sur vous pour cette opération. Nous tenons à votre disposition en quantités assez importantes des numéros des semaines passées que nous vous demandons de diffuser autour de vous :

- en l'adressant (sous bande affranchie à 0,20 F) à toutes les personnes qui figurent dans votre carnet d'adresse. Il serait

souhaitable de renouveler l'opération plusieurs semaines de suite ;

- de procéder à des distributions dans les boîtes aux lettres de votre quartier.

Indiquez-nous la quantité de N.A.F. qui vous est nécessaire (seul le port vous sera facturé) :

Tarif :

50 ex. : 3 F

100 ex. : 5 F

500 ex. : 25 F

Adressez vos commandes à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, accompagnées de leur règlement à l'ordre de la N.A.F., C.C.P. 642-31 Paris.

multinationales

ça n'arrive qu'aux autres....

● Après nos dossiers (cahiers de l'i.p.n. n° 1 et 2), une illustration des méfaits quotidiens de l'impérialisme des sociétés transnationales.

Le Mans, 1^{er} février. — Aux sorties des grands magasins, sur le seuil d'une salle de cinéma ou au débouché de la rue commerçante sur la place de la République, autour des panneaux dressés en travers de la chaussée, les travailleurs de la S.I.C.O. (Société industrielle des Comprimés de l'Ouest) informaient la population du Mans des projets de licenciements qui affectent aujourd'hui 142 d'entre eux. Le comité d'entreprise qui considère aborder une phase d'intensification des luttes n'a pas manqué de s'inspirer des leçons de Lip, à savoir l'urgente nécessité de sensibiliser les habitants de la ville avant de compter sur leur soutien. Tracts sur les marchés ou aux portes des entreprises, prises de parole, communiqué aux actualités régionales télévisées, la bataille engagée par les employés de la S.I.C.O. et le Comité d'Entreprise (C.F.D.T. et F.O.) est en train de devenir l'affaire numéro un du département.

VERS UN DEMANTELEMENT ?

La S.I.C.O. est une entreprise de transformation de matières plastiques. Les deux tiers de la production sont destinés au secteur automobile, le tiers restant va à l'équipement téléphonique et la radio-télévision. L'entreprise emploie 720 personnes réparties dans deux usines. Parmi ces 720 personnes, quatre cents ouvriers spécialisés en majorité travailleurs immigrés.

Propriété du groupe D.E.B.A. (Ducelier, Bendix, Air, Equipement) à 99,8 % des actions, la S.I.C.O. se trouve du même coup dans les filets d'une multinationale : **Bendix U.S.A.** Dix-huit mille employés, vingt usines, trois centres de recherches, 2 milliards 87 de bénéfice placent D.B.A. au deuxième rang, après Ferodo, des entreprises françaises d'équipement automobile. D.B.A. tient encore la 91^e place parmi les cinq cents premiers groupes français bénéficiaires. Le groupe a ainsi pu s'engager dans une politique d'investissements accélérée : une usine neuve chaque année, les dernières à voir le jour : Etaples dans le Nord ou Bendix à Angers.

Le 16 décembre pourtant, la direction de la S.I.C.O. adresse à l'Inspection du Travail un projet de licenciement collectif affectant 142 travailleurs de l'entreprise. Parmi les licenciés, on compte 110 O.S. Une mesure qui fait suite au chômage partiel imposé par la direction — une semaine en décembre et deux jours en janvier — et au retour aux quarante heures sans indemnités. A l'appui du projet, la direction argue de la situation d'endettement de l'entreprise : un déficit important cumulé depuis plusieurs années qu'est venue aggraver la crise du secteur automobile. Le carnet de commande des sous-traitances est en effet très réduit. Or, la S.I.C.O. travaille pour l'automobile à 70 % du chiffre d'affaires.

Mis au pied du mur, le Comité d'Entreprise élabore un dossier sur la situation financière de l'Entreprise, et nomme un expert-comptable qui proposera à son tour un contre-projet. Il apparaît alors que la situation déficitaire de l'entreprise résulte de la politique de D.B.A. vis-à-vis de la S.I.C.O. : D.B.A. principal client et propriétaire de S.I.C.O. a refusé à l'entreprise du Mans « les moyens financiers correspondant aux besoins de sa production et l'a orientée délibérément vers le secteur automobile ». Par ailleurs le déséquilibre manifeste que provoquera le départ de 142 employés dans les ateliers et postes de travail laisse à penser qu'on s'achemine vers un démantèlement progressif de l'entreprise. Des arrière-pensées qui ont toutes les chances de naître au siège de D.B.A. à Clichy. Encore doit-on s'empresse de rappeler : qui dit D.B.A. dit aussi **Bendix U.S.A.**

CONJONCTIONS...

Le personnel de l'entreprise ne peut pour autant être tenu pour responsable des carences dans la gestion pourtant maintes fois dénoncées par le Comité d'Entreprise (refus de diversifier la production, insuffisance des capitaux de départ). Il semble bien pourtant qu'encore une fois, ce soit le personnel qui en fasse les frais. A moins qu'aboutissent les

contres-propositions suggérées par l'expert-comptable, M. Benoît, et qui portent simultanément sur l'augmentation du capital, la diversification de la production, en particulier vers la téléphonie, la reconversion du personnel, et une solution à la carte pour les plus de soixante ans « **pré-retraite "S.I.C.O." ou licenciement pour raison économique avec indemnités en fonction de l'ancienneté** ».

Le jour même où le Comité d'Entreprise présentait au préfet de la Sarthe le dossier de synthèse sur la situation financière et commerciale de la S.I.C.O., le député de la circonscription de Sablé, M. Joël Le Theule, faisait part de ses craintes sur la situation économique et sociale à l'ouverture de la séance du Conseil Régional des Pays de Loire. Le député a ainsi rapporté trois éléments symptomatiques de la situation difficile des pays de Loire : la montée du chômage (40 000 demandes d'emplois non satisfaites), les licenciements et le chômage partiel qui toucherait déjà 30 000 salariés. Des craintes que ne démentiraient pas les 120 employés de l'usine Ohmic du Mans à qui la direction a fait adresser samedi matin leurs lettres de licenciement.

Au fait, à qui appartient Ohmic ? Au groupe américain Bourns...

Groupe N.A.F. LE MANS

énergie :

quelle politique ?

Politique prudente, choix raisonnables, tels sont, parmi bien d'autres, les commentaires les plus fréquents sur les premiers résultats des récents travaux du Conseil de Planification de l'Energie.

A première vue ils paraissent mérités. L'objectif de réduction de notre dépendance énergétique, mesurée globalement ou pays par pays, est clairement établi. De même, faut-il se féliciter de la décision de stabiliser notre consommation de charbon en s'efforçant d'une part de rentabiliser les ressources nationales et d'autre part de diversifier et d'accroître nos importations. Prudence louable enfin, quant à la mise en œuvre du programme nucléaire.

Il est cependant trop tôt pour parler de « plan énergétique » puisque le Conseil de Planification se réserve d'étudier plus en détail les conséquences pratiques des choix exprimés aussi bien sur les objectifs globaux que sur la consommation — fuel domestique et fuel lourd, plus particulièrement.

Pourtant, dès à présent, nous constatons l'absence d'une véritable « politique de l'énergie ». A cet égard, on peut trouver révélateur que des décisions aussi importantes pour l'avenir de notre pays n'aient

fait l'objet d'aucune véritable concertation. On s'étonnera surtout que l'un des grands objectifs annoncés par le Conseil de Planification ne suscite aucune question. En effet, ce dernier a fixé comme plan de consommation pour 1985 : 240 millions de tonnes équivalent-pétrole, soit 16 % de moins que l'hypothèse basse du plan qui est de 284 millions de tonnes équivalent-pétrole. Et l'ensemble des commentateurs de se féliciter d'une mesure qui n'est jamais qu'une « réduction de l'accroissement ». Car 240 millions de tonnes, c'est vingt fois plus qu'en 1950, deux fois plus qu'en 1972 !

Comment ne pas voir qu'un tel « objectif » engage l'avenir de notre pays plus que toutes les formules sur « le changement dans l'austérité ». La consommation de l'énergie, c'est la politique industrielle, la politique économique ; c'est toute une politique d'aménagement du territoire, de qualité de la vie qui est en cause.

Les choix faits aujourd'hui nous engagent bien au-delà de 1985. Il est proprement choquant que soient exclus de leur préparation ceux-là mêmes qui en supporteront toutes les conséquences.

P. D'AYMERIES

la naf en mouvement

La N.A.F. en mouvement, tel sera désormais le titre de cette page militante chargée d'informer nos lecteurs sur le mouvement. Cette page ne sera ni un spectacle monté de toutes pièces, ni le lien d'une quelconque amicale. Nous y envisagerons simplement la vie du mouvement, avec ses événements, ses problèmes, son développement en direction de ce qui fait sa raison d'être, une espérance immense perçue encore récemment aux journées de Rueil.

En lançant cette page, nous sommes persuadés de la nécessité de la circulation des informations, des opinions et des sensibilités. Nous invitons donc nos lecteurs à nous envoyer leurs échos, qu'ils proviennent d'adhérents à la N.A.F. ou d'autres lecteurs.

Nous ne présentons pas de programme précis pour cette page qui sera ce que vous la ferez.
Donc écrivez-nous...

Georges BERNARD

Cette semaine, Yves Carré amorce une analyse des conditions spécifiques de l'action politique.

La Nouvelle Action Française n'est pas seulement une école de pensée, mais c'est aussi, comme son nom l'indique, une action, « un complot à ciel ouvert » disait Maurras. Pour être efficace, cette action doit s'organiser et tenir compte des faiblesses inhérentes à cette organisation pourtant nécessaire. Et la première de ces faiblesses est celle qui affecte le fédérateur même de l'organisation.

— Un mouvement politique comme la NAF n'est pas une communauté naturelle, comme la famille, la tribu, ou la nation ; c'est une association volontaire. Or, comme l'a montré le sociologue allemand Tonnies (après Maurras d'ailleurs) cette seconde forme de groupement est beaucoup plus fragile que la première puisque sa force et sa cohésion dépendent étroitement de la volonté — nécessairement variable — de ses adhérents. Même en cas de conflit, mon frère reste mon frère, alors qu'une tension risque à tout moment de rompre le lien contractuel d'une association.

— Bien plus, un mouvement politique est encore plus fragile que d'autres associations et ne peut fonctionner sur le modèle d'une armée, ni même d'une entreprise ou d'une administration. Ces dernières n'ont besoin que d'une adhésion « externe », formelle, de leurs membres à la discipline, alors qu'une organisation politique est affectée par la baisse de « tonus » de chacun de ses membres, c'est-à-dire exige une adhésion intérieure, une « foi » vive, pour ne pas se transformer en fantôme de mouvement. De là vient sans doute la déconvenue de tous ceux qui voient s'effriter dans la pratique les plus beaux organigrammes.

On le voit donc, de toutes les formes de sociabilité, l'organisation politique est l'une de celles qui exigent le plus des personnes qui la composent.

— En outre, la NAF se distingue de la plupart des mouvements politiques qui fonctionnent pour donner des satisfactions à leurs membres :

- satisfactions des intérêts collectifs (de groupes de pression) ou individuels (ambitions) dans le cas des mouvements à vocation parlementaire ;
- satisfactions psychologiques dans le cas des mouvements dits extrémistes qui cultivent la mythomanie de leurs adhérents (et le plus souvent le romantisme latent de l'adolescence).

Certes, comme tout mouvement extra-parlementaire nous attirons aussi les déviants : un mouvement marginal (c'est-à-dire hors des idéologies dominantes) attire les marginaux de toutes espèces. D'ailleurs pour quelles raisons quelqu'un de parfaitement bien dans sa peau et dans sa société s'engagerait-il dans un mouvement politique (sinon au Parti Socialiste ou aux Républicains Indépendants) ?

Mais bien peu de mythomanes résistent aux exigences conjuguées du travail intellectuel, des tâches obscures ou « extraordinaires » de la discipline militante, ainsi qu'à l'œil soupçonneux de sa concierge.

Donc, la position extra-parlementaire de la NAF, le « principe de réalité » qui surgit de la recherche objective des moyens positifs de la conquête du pouvoir — non pour nous, mais pour le Prince —, nous garantissent de ces travers, mais nous ôtent parallèlement les puissants fédérateurs que sont les intérêts, les vanités et les passions.

Le fédérateur essentiel de notre organisation étant la volonté de ses membres, il importe de connaître les façons de la renforcer par la « réforme intellectuelle et morale de quelques-uns ».

Nous y reviendrons.

Yves CARRE

mercredis de la naf

Toutes les semaines la N.A.F. organise une conférence suivie d'un débat. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (métro Hôtel de Ville) (salle du 2^e étage).

Mercredi 5 février :

« La science politique à l'heure des sciences humaines », par Gérard Leclerc.

Mercredi 12 février :

Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

Mercredi 19 février :

« Inflation et crise de civilisation », par Ph. d'Aymeries.

Mercredi 26 février :

« Humanisme biologique et racisme scientifique », par Jacques Delorme.

troyes

Samedi 22 février :

- de 17 à 19 h, Bertrand Renouvin dédicacera son dernier livre « Le désordre établi » à la Librairie Mignot, 24, boulevard Carnot à Troyes ;

- à 20 h 30, conférence de Bertrand Renouvin « Bilan de neuf mois de giscardisme » au restaurant « Le Butat », 50, rue de Turenne à Troyes.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

destin de l'intelligence

1. le grand inquisiteur

● **L'intellectuel, dans l'exercice du commandement, veut atteindre à la maîtrise des consciences. Cela le conduit à employer des moyens de coercition interdits au politique.**

L'intelligence ? Mot prestigieux, effrayant même si l'on songe aux responsabilités qu'il implique pour ceux qui entendent se ranger sous sa bannière. Mais que recouvre-t-il exactement aujourd'hui, s'il désigne non pas la faculté propre à l'homme, mais le parti, l'ensemble d'individus dont le métier est de réfléchir pour éclairer les autres ? Cela ne me semble pas aller de soi, pour une raison propre à la civilisation industrielle. Celles-ci est liée dans son développement, non pas tant à l'accumulation de la « force de travail », notion difficile à définir, mais à l'investissement intellectuel dont dépendent les progrès de la technologie. En ce sens, il est certain que les « intellectuels » ont d'ores et déjà une fonction prédominante dans l'appareil de production et que celle-ci ne fera que croître dans l'avenir.

Maurras se serait-il donc trompé ? Sa sombre prophétie serait entièrement infirmée par cette extraordinaire promotion de « l'intelligence ». Il est bien clair qu'il entendait le mot dans un sens très différent, celui de Saint Petersburg : l'intelligentsia. Une de ses caractéristiques essentielles tient dans sa radicale extériorité au processus économique, du moins si l'on considère que son activité exige une totale liberté, que ses valeurs et ses fins sont étrangères aux critères de rentabilité. Cette définition suppose un cadre d'analyse absolument hors des catégories marxistes. Si celles-ci prennent bien en compte les couches intellectuelles c'est en effet pour les insérer immédiatement dans le processus de production (1). Antonio Gramsci est certainement le doctrinaire qui ouvrit le plus la voie aux recherches aujourd'hui partout développées sur le rôle des « appareils idéologiques d'Etat ». Les fameux A.I.E. d'Althusser.

L'intelligence de Saint Petersburg n'est pas un A.I.E. ; du moins sa vocation lui imposerait de rester étrangère aussi bien aux appareils économiques que politiques. Ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait rien à dire sur ce qui touche aux affaires de l'Etat et de la production. Simplement sa mission est d'en traiter sur ce plan supérieur où la liberté de l'esprit n'est limitée que par ses propres exigences. Cela n'est pas. Nous savons bien que les philosophes les plus grands ont toujours eu la tentation du pouvoir pour que la cité réalisât les biens et les vertus que leur pensée attribuait à l'humanité. Notre XVIII^e siècle vit la promotion de très mauvais philosophes dont les héritiers devinrent un moment les princes éphémères d'une révolution dont l'apothéose s'appela la Terreur.

Bons ou mauvais dans leurs disciplines, les gens du parti de l'intelligence sont, à moins de se reconverter, de mauvais politiques. Il y a deux raisons à cela. La première tient à une différence d'objets. L'intellectuel, qui vit aux degrés suprêmes de l'être, côtoie sans cesse l'absolu et la transcendance ; le politique, lui, vit dans le contingent et le relatif. On com-

prend quels dangers redoutables guettent celui qui passe, sans prendre garde, d'un domaine dans l'autre. La seconde raison est d'ordre moral. Charles Péguy l'avait fortement définie à propos de Renan : c'est la pente de l'intellectuel que de vouloir, dans l'exercice du commandement, atteindre à la maîtrise des consciences, ce qui le conduit à employer des moyens de coercition interdits au politique.

DU GRAND INQUISITEUR A MAO

Les nécessités d'un travail que je fais en ce moment sur Dostoïevsky m'ont amené à relire et à méditer longuement le grand texte des *Karamazov* : le grand inquisiteur. On connaît l'histoire ou plutôt la parabole. Jésus venant à Séville est mis en prison par le grand inquisiteur. C'est logique. Entre le Christ et le vieillard redoutable, il y a un abîme que révèle l'extraordinaire commentaire que fait le romancier sur l'évangile de la Tentation au désert.

« Décide donc toi-même qui avait raison : toi, ou celui qui t'interrogeait ? Rappelle-toi la première question, le sens sinon la teneur : tu veux aller au monde les mains vides, en prêchant aux hommes une liberté que leur sottise et leur ignominie naturelles les empêchent de comprendre, une liberté qui leur fait peur, car il n'y a rien et il n'y a jamais rien eu de plus intolérable pour l'homme et la société ! Tu vois ces pierres dans le désert aride ? Change les en pains, et l'humanité accourra sur tes pas, tel qu'un troupeau docile et reconnaissant, tremblant pourtant que ta main se retire et qu'ils n'aient plus de pain... ». L'inquisiteur a compris que cette liberté était trop dangereuse pour l'humanité, et qu'il valait infiniment mieux que l'Eglise s'assurant de tous les pouvoirs de coercition temporels et spirituels, prenne les hommes totalement en main. « Et les hommes se sont réjouis d'être de nouveau menés comme un troupeau et délivrés de ce don funeste qui leur causait tant de tourments. »

Et comment, donc ! La liberté, au fond, pour quoi faire ? En acceptant la pourpre de César, dit encore le grand inquisiteur à Jésus, tu aurais fondé l'empire universel et donné la paix au monde. Mais le malheur veut que Jésus soit passé outre aux tentations du malin, ait refusé d'une voix souveraine cette domination que ses légions d'anges auraient pu établir sur le champ. Seulement, d'autres sont venus, viennent et viendront pour conquérir le sceptre dont Jésus n'a pas voulu. Le vieillard de Séville les symbolise tous à un degré éminent, dans la mesure où, avec lui, c'est l'Eglise elle-même qui aspire à une domination qui renie l'esprit de l'Evangile.

J'en reviens maintenant à mon propos initial : la parabole du grand Inquisiteur vise, à un degré éminent, la perversion du royaume de Dieu que le Christ instaure, mais elle vise également toutes les tentatives où le politique conçoit la prétention de réaliser la cité parfaite, l'utopie. Or ceci n'est pas seulement le propre de quelques théologiens dévoyés. C'est également la tentation des intellectuels dans leur prétention à fabriquer ici-bas une fausse transcendance, ainsi que le remarquait fort justement Yves Carré dans le forum sur la crise de l'intelligence. Théologiens ou non,

athées ou non, leur projet est fondamentalement religieux, il abolit toute distinction entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. L'arsenal complet des moyens de coercition permettra de créer l'homme nouveau, au prix de sa liberté.

C'est pourquoi Yves Carré n'a pas tort d'affirmer que l'utopie conçue par l'intelligentsia est une menace possible. J'en veux pour preuve la Chine, qui est un extraordinaire exemple d'utopie en acte. Yann Kerlanne nous parlait la semaine dernière du témoignage de Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao* (2). Il faut absolument lire ce livre pour comprendre la nature de la cité parfaite, où la prison a pour fonction de remodeler l'individu qui a fauté, lui donner un sincère repentir et la volonté de réparer le mal qu'il a fait par une peine consentie. En lisant Pasqualini, quelques récits de collèges jésuites dont certains ne sont pas faux, me reviennent à la mémoire, récits qui jadis révoltaient nos consciences adolescentes. Parfois les bons pères allaient un peu loin dans leurs pressions sur les élèves et leur conditionnement des consciences. A côté de Mao, c'était une infime plaisanterie !

UNE REVANCHE DES TECHNOCRATES ?

Pourtant, si la victoire des « utopiens » n'est pas chimérique, la revanche des technocrates dans notre ère industrielle est encore ce qui est du domaine du plus probable. C'était déjà une des grandes leçons de l'*Avenir de l'Intelligence*. Napoléon, à la fois disciple de Jean-Jacques et terrible technicien de la guerre ! préfigure la défaite de l'utopie et la victoire de la civilisation industrielle. Tout au long du XIX^e siècle, ce n'est pas le littéraire qui l'emportera au niveau politique, mais le clerc libéral, l'intellectuel qui aura abdiqué son indépendance d'écrivain, pour remplir une fonction dans l'appareil d'Etat et se mettre ainsi au service du vainqueur, c'est-à-dire l'or.

Bon et Burnier ont pertinemment montré qu'aux clercs libéraux avaient succédé les clercs technocrates, couche intellectuelle qui correspond aux évolutions de la société industrielle aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. On sait quelles luttes ont opposé et opposent encore en U.R.S.S. verbocrates et technocrates, les premiers assumant encore pour une part l'héritage de l'utopie. La Chine, elle aussi, a connu les mêmes luttes, avec un net avantage pour l'utopie grâce à l'immense prestige de Mao-Tsé-Toung. Mais cet avantage a toujours été précaire. Yann Kerlanne nous rappelait que la révolution culturelle avait été pour Mao le moyen de reconquérir un pouvoir dont il avait été entièrement dépossédé. Mais, demain ? Déjà, Mao vivant, les vaincus d'hier reviennent aux premiers rangs. L'illusion lyrique n'a qu'un temps. La civilisation industrielle ne la tolère que comme production de rêves, fabrication d'un univers second pourvu qu'elle tienne bel et bien les commandes de l'univers réel.

(à suivre)

Gérard LECLERC

(1) Dans le premier numéro d'*Arsenal*, j'avais tenté de préciser ces notions à partir du livre de Bon et Burnier *Les nouveaux intellectuels* (Le Seuil).

(2) N.R.F.